

DÉVELOPPEMENT DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ**Des préalables restent à satisfaire**

La réalisation de zones de développement industriel intégré (ZDII) est envisagée et fait l'objet de maturation, selon le ministre de l'Industrie. Il reste toutefois que le développement de pôles de compétitivité en Algérie doit satisfaire à moult préalables, selon les participants au 7^e symposium international du MDI.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)- Les participants au 7^e symposium international du MDI Business School ont poursuivi hier à l'hôtel Hilton à Alger leurs débats et échanges d'expertises sur la problématique des pôles de compétitivité. Or, le développement de ces pôles de compétitivité n'est possible que s'il satisfait à des préalables. Il s'agit, les participants convergeant là-dessus, de réunir les conditions suivantes : une vocation et

des objectifs ciblés, des règles claires, une bonne articulation et une synergie réelle entre les acteurs que sont les pouvoirs, les chercheurs et les opérateurs économiques.

Mais aussi de développer la formation stratégique, de valoriser l'existant et combler les insuffisances et le manque de lisibilité des politiques initiées, bien construire l'attractivité et encourager l'entrepreneuriat et la prise de risques.

Il s'agit aussi d'assurer

une bonne implication de la diaspora et des compétences locales algériennes, de libérer la créativité. Voire, de pallier le manque de confiance, de maillage institutionnel et de conception et d'engineering, développer une administration économique réelle, créer de la valeur et de l'innovation. Des préalables et des prérequis qu'une réflexion en cours au niveau du ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement (MIPI) semble prendre en considération. Ainsi, la réalisation de zones de développement industriel intégré (ZDII) est envisagée, selon le premier responsable du MIPI, Abdelhamid

Temmar. Un projet qui fait l'objet de maturation quant à sa gouvernance, pilotage et coordination. La veille, au premier jour de ce 7^e symposium, Abdelhamid Temmar avait identifié cinq acteurs ou ingrédients déjà opérationnels. Il s'agit des entreprises, des centres de recherche et établissements de formation, les administrations et les infrastructures de base. Pour le ministre de l'Industrie, «la donne territoriale est très importante» et il s'agit d'aller vers «des territoires efficaces et politiques». Convaincu de la nécessité de relancer l'industrie et de la redéployer, puisque la valeur ajoutée de la production industrielle est à 80% très faible, Abdelhamid Temmar a précisé que des régions sont déjà prédestinées à favoriser le développement de ces ZDII, citant notamment le cas de la zone industrielle de Sidi-Bel-Abbès (électronique) et de Béjaïa (agroalimentaire). Des régions qui bénéficient, outre les unités industrielles, d'un réseau local de formation universitaire.

C. B.

CONSEIL EN FINANCE POUR LES ENTREPRISES**Les sociétés Hiram et Humilis scellent un partenariat**

Les sociétés de conseil Hiram Finance et Humilis Corporate Finance, spécialisées dans les activités liées aux marchés financiers, la réalisation de transactions et financement corporatif, ont annoncé avant-hier avoir conclu un partenariat. Le but, selon les termes d'un

communiqué, est «d'offrir à leurs clients présents en Algérie ou intéressés par le marché algérien une expertise complémentaire couvrant la finance d'entreprise, la finance de marché et la gestion des institutions financières».

C. B.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**Une bourse des métiers et de l'apprentissage en chantier**

La bourse des métiers et de l'apprentissage (BMA) est le projet que compte faire aboutir le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Il ne s'agit cependant pas, selon El Hadi Khaldi, d'une bourse pour les demandeurs d'emploi puisqu'elle permettra plutôt d'exposer les besoins des futurs diplômés, d'orienter les demandeurs de formation et de fournir une banque de données aux opérateurs du secteur économique.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)- Cette entité a aussi pour but principal de faire rencontrer directement les centres de formation avec les opérateurs du secteur économique. Cet espace, selon le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, fera office de base de données qui sera mise à la disposition des opérateurs économiques en vue, notamment, d'anticiper le recrutement. «La bourse

des métiers et de l'apprentissage sera de ce fait un baromètre pour mesurer les besoins, c'est une initiative à 100 % algérienne», a déclaré El-Hadi Khaldi qui a souligné aussi que la rencontre organisée hier avec les représentants du secteur économique sera suivie par d'autres réunions du genre en vue de faire mûrir le projet. Selon le ministre, 500 cadres spécialisés dans l'orientation sont déjà disponibles alors que l'adhésion



«Une initiative à 100% algérienne».

du secteur économique est une nécessité. Il s'agit ainsi de faire face aux demandes de jeunes en matière de formation et d'insertion professionnelle. A cet effet, il est nécessaire, selon les cadres du secteur, de mettre en place des dispositifs complémentaires tels que la bourse des métiers «en tant qu'espace d'échange et de rencontre entre les artisans, les diplômés de la formation et de l'enseignement professionnels, les entreprises et les demandeurs de formation». Et d'ajouter : «La bourse constituera ainsi un lieu d'information et un

espace réservé à la publication des offres et des demandes de contrats d'apprentissage ou d'alternance.» Lors du séminaire organisé hier à l'INFP, les intervenants ont été invités à examiner et enrichir le projet de création de la bourse.

Parmi les participants figurent des opérateurs du secteur économique, les représentants des principaux dispositifs de promotion d'emploi du secteur public ainsi que des organisations patronales et les représentants de départements ministériels.

F.-Z. B.

EL-HADI KHALDI L'A DÉCLARÉ HIER :**«Près de 45% des ouvriers du bâtiment travaillent au noir»**

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels s'est, encore une fois, insurgé contre le manque de coordination entre les secteurs de l'économie et la formation. Il a ainsi cité le secteur du bâtiment et son besoin important en main-d'œuvre qualifiée notamment pour ce qui est de la réalisation des grands projets de développement économique, comme cela est le cas pour l'habitat et les infrastructures de base. A cet effet, le ministre a déclaré que 35% à 45% de la main d'œuvre du secteur du bâtiment n'est pas déclarée à la Sécurité sociale et travaille donc au noir.

F.-Z. B.

BOUIRA**14 foyers d'incendie en une semaine**

A peine l'été entamé que les services de la Protection civile de la wilaya de Bouira ont eu à intervenir sur plusieurs foyers d'incendie déclarés soit au niveau des forêts, soit, et c'est souvent le cas pour le moment, au niveau des exploitations agricoles, particulièrement les champs céréaliers. En effet, d'après le bilan présenté hier par la Protection civile de la wilaya de Bouira et s'étalant sur une semaine du 14 au 21 juin courant, ce sont 14 foyers qui ont été déclarés et sur lesquels les éléments de la Protection civile au niveau des différentes daïras de la wilaya sont intervenus.

Si du côté des incendies de forêt, l'on ne déplore pour le moment que quelques petits foyers qui n'ont pas dépassé les 3 ha et qui ont ravagé seulement les petits buissons au niveau de M'chedallah, Saharidj et Lakhdaria, par contre, au niveau des exploitations agricoles, dont c'est la période des fourrages et des moissons, l'on déplore déjà des dégâts considérables. Ce sont, en effet, quelque 19,5 ha de blé dur, 29 ha d'orge, 10 figuiers et 100 oliviers, ainsi que 1 050 bottes de foin qui ont été ravagés par les feux au niveau de différentes régions de la wilaya. Ces feux sont dans la plupart du temps, dus aux mains criminelles, mais quelques-uns pourraient être le résultat d'une étincelle émanant des botteuses ou des moissonneuses. Et parlant de ces matériels agricoles utilisés pour le moissonnage et le battage, l'on déplore à Aïn Hdjar la destruction partielle de la botteuse suite à l'incendie qui s'est déclaré au niveau de l'exploitation Houari-Boumediène, et où pas moins de 80 bottes de foin et 2 sacs d'orge furent ravagés par les flammes. A Ras-Bouira, les feux ont eu raison de quelque 600 bottes de foin stockées au niveau d'une maison en construction, alors qu'à Aïn-Bessem, c'est au niveau d'un entrepôt situé près du barrage Oued Lakehal que les feux ont ravagé 350 bottes de foin.

Rappelons que depuis le mois d'avril, les services des forêts et de la Protection civile ont organisé des journées portes ouvertes avec des caravanes de sensibilisation sur les mesures à prendre contre les incendies des cultures ainsi que les précautions à prendre pour éviter les étincelles, facteurs d'incendies au niveau des moissonneuses et des botteuses.

Y. Y.

CEVITAL A SOUMIS CE DOSSIER À L'AVANT DES POUVOIRS PUBLICS Cap Djinet 2015, ou une ambition de 30 milliards de dollars

Le dossier du mégaprojet de Cap Djinet 2015 a été soumis aux pouvoirs publics selon son principal promoteur, le P-dg du groupe Cevital, Issad Rebrab. Un projet ambitieux d'un montant d'investissement de 30 milliards de dollars, selon Issad Rebrab, lors de son intervention hier au 7^e symposium du MDI. Il s'agit de réaliser à Cap Djinet, dans la wilaya de Boumerdes, à 65km d'Alger, une plateforme portuaire et industrielle de dimension mondiale. Ce projet prévoit la réalisation d'un grand port, parmi les 10 premiers ports au monde, en eaux profondes et de 20km de quais, outre la construction d'unités industrielles d'envergure. Ces unités seront spécialisées dans l'industrie pétrochimique, la production d'aluminium (1,5 million de tonnes par an), d'aciers (10 millions de tonnes par an). Mais aussi dans la construction navale, la construction automobile (plus de 200 000 véhicules par an), la fabrication de containers, la production électrique (réalisation de centrales de 3200 mW), le dessalement d'eau de mer... Ce qui permettrait le développement de plusieurs milliers de PME spécialisées dans la transformation et la sous-traitance, outre la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois. Ainsi que la génération de 15 milliards de dollars de recettes d'exportation hors hydrocarbures à l'horizon 2015, voire de 30 milliards de dollars vers 2030. Selon le P-dg de Cevital, la réalisation de ce mégaprojet pourrait démarrer dès avant la fin de l'année et par étape à partir de 2009 et la production industrielle devrait entrer en phase active dès 2012. A charge toutefois que les délais d'autorisation et les conditions de concession le permettent. Cela étant, ce projet est déjà mis sur les rails, selon Issad Rebrab qui a indiqué qu'un accord de partenariat a été finalisé avec le leader mondial de la production d'aluminium, Rio Tinto Alcan, et que ce dossier a été présenté à l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) pour être présenté au Conseil national de l'investissement (CNI). Néanmoins, le dossier de ce mégaprojet a été soumis aux hautes autorités du pays pour aval, dira Issad Rebrab.

C. B.